

Premières Informations



MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

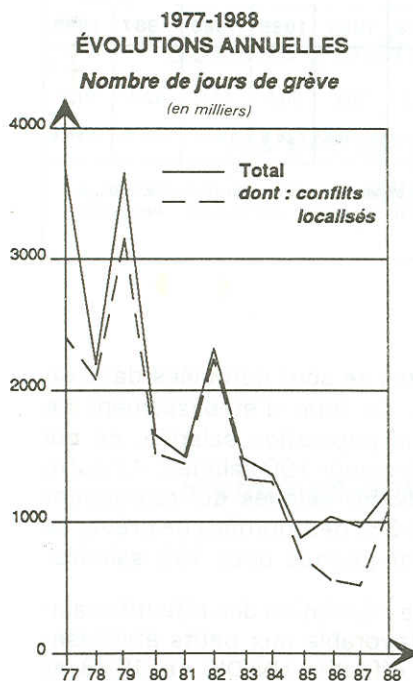
SERVICE DES ÉTUDES ET DE LA STATISTIQUE
Division Conditions de Travail et Relations Professionnelles

N° 126 — JUIN 1989

LES CONFLITS DU TRAVAIL EN 1988

Premier aperçu sur 1989

Les signes d'une reprise



En 1988, un peu plus d'1,2 million de journées individuelles non travaillées (J.I.N.T.) pour fait de grève ont été dénombrées dans les entreprises : 1,1 million pour les conflits localisés, c'est-à-dire ceux dont le mot d'ordre est interne à l'entreprise, et 150.000 journées pour les conflits généralisés, ceux dont le mot d'ordre est commun à plusieurs entreprises. Ces résultats globalement supérieurs à ceux des trois dernières années, retrouvent à peu près le niveau de 1984.

Les journées non travaillées dans le cadre de conflits localisés sont deux fois supérieures à la moyenne observée au cours des deux précédentes années. C'est donc pour ce type de conflits que les signes de reprise sont les plus évidents alors qu'un certain recul a été enregistré en matière de conflits généralisés.

Par rapport à la période couvrant les trois années antérieures — 1985, 1986, 1987 — les conflits localisés ont donc été, en 1988, plus nombreux (+24%), ils ont impliqué davantage de salariés (+29%) et ont totalisé un nombre de journées de grève très nettement supérieur (+82%).

Pourtant, la moyenne annuelle pour 100 salariés⁽¹⁾ ne dépasse pas 8,5 J.I.N.T. pour les conflits localisés et 9,7 J.I.N.T. pour l'ensemble des conflits. Le niveau reste donc modeste et ne contredit pas la tendance à une faible conflictualité que l'on a constatée au cours de la dernière décennie⁽²⁾.

A ces chiffres s'ajoutent les 668.000 journées de grève recensées par le Ministère de la Fonction Publique, hors secteur hospitalier⁽³⁾.

(1) — Effectifs UNEDIC.

(2) — Pour la période 1976-1985, la moyenne annuelle a été de 2,3 millions J.I.N.T. Elle était de 3,3 millions pour la décennie 1966-1975 (exclusion faite de l'année 1968).

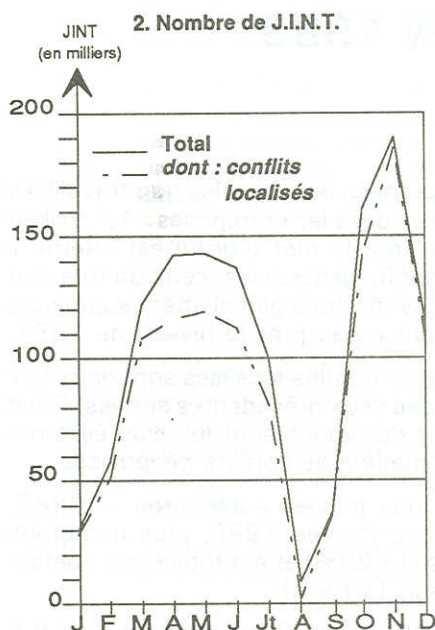
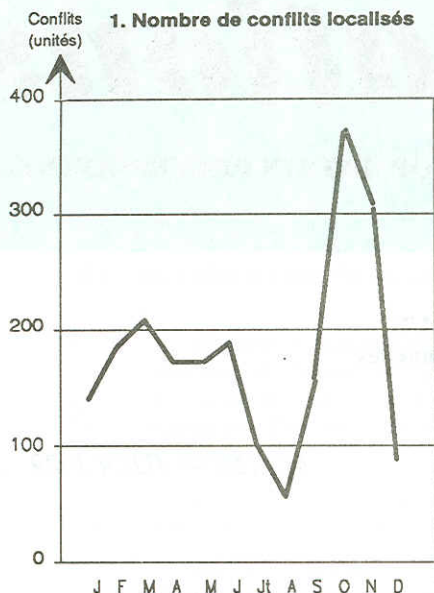
(3) — Le secteur hospitalier public représente environ 1 millier d'établissements et 650.000 agents. L'autonomie de statut dont jouissent ces établissements ne permet pas la centralisation des données en matière de conflits. Il n'y a donc pas de statistiques disponibles.



SERVICE DES ÉTUDES ET DE LA STATISTIQUE
1, place de Fontenoy - 75700 PARIS — Téléphone : 40.56.51.62

Une reprise venue des entreprises

1988 - ÉVOLUTIONS MENSUELLES



**Conflits localisés :
concentration
accrue
des grèves
dans les grands
établissements**

En ce qui concerne les grèves de la fonction publique, sur les 668.000 JINT recensées plus de 500.000 ont été dénombrées au dernier trimestre 1988.

Dans les entreprises, la recrudescence des conflits a été plus précoce. Les mois de janvier-février sont dans la continuité des années 1986-1987. La rupture survient en mars, avec une première poussée s'étalant sur quatre mois. La reprise provient bien alors des secteurs privé et public nationalisé. Il s'est surtout agi de quelques grèves touchant de grosses entreprises (Michelin, Vallourec, Chausson, Snecma, Chantiers de l'Atlantique).

Dans la fonction publique, le mouvement a pris de l'ampleur en septembre. Une remontée s'est produite un peu plus tard dans les entreprises. Ainsi en octobre, 376 conflits ont été décomptés alors que la moyenne mensuelle sur l'ensemble de l'année est de 188 arrêts de travail. La conflictualité dans les secteurs privé et public nationalisé est donc plus diffuse qu'au printemps. On peut faire l'hypothèse d'un processus de contagion cette fois de la fonction publique vers les entreprises pour expliquer un tel changement. Hypothèse que vient renforcer l'évolution des motifs de grève, beaucoup plus axés, en fin d'année, sur les revendications salariales.

1984-1988 — Conflits localisés

	Conflits observés ou établissements touchés					Effectifs des établissements touchés (en milliers)				
	1984	1985	1986	1987	1988	1984	1985	1986	1987	1988
Moyenne mensuelle de l'année ⁽¹⁾	250	183	137	136	188	128,6	86,8	76,0	84,0	115,6

	Effectifs ayant cessé le travail (en milliers)					Journées non travaillées (en milliers)				
	1984	1985	1986	1987	1988	1984	1985	1986	1987	1988
Moyenne mensuelle de l'année ⁽¹⁾	42,1	22,8	21,8	18,7	27,2	109	60,5	47,3	42,7	91,2
Total						1316,8	726,8	567,7	511,6	1094,6

(1) — Comme il s'agit des conflits observés dont la durée est indépendante du découpage en mois, il n'est pas possible de faire un total annuel mais seulement une moyenne mensuelle pour l'année considérée.

Plus de deux journées de grève sur trois se sont déroulées dans un établissement de 500 salariés ou plus⁽¹⁾. Ce type d'établissement ne regroupe pourtant que 14% à peine de la population salariée, ce qui donne une moyenne de 40 journées chômées pour 100 salariés. A l'autre extrémité, les établissements de moins de 50 salariés qui regroupent 52% des effectifs totaux sont à l'origine de 3% des journées de grève, ce qui correspond à une moyenne d'une demi-journée pour 100 salariés.

Cette tendance est semblable à celle de l'évolution des effectifs salariés. Plus l'évolution démographique est favorable aux petits établissements (ceux-ci représentent 48,2% des effectifs UNEDIC en 1983 et 52,3% en 1988) plus la conflictualité diminue. Et plus elle diminue, plus elle a tendance à se concentrer sur les établissements de grande taille. Cela semblerait prouver non que le climat social est meilleur dans les petits établissements mais seulement que la dynamique conflit/négociation se développe plus volontiers dans les grandes unités.

(1) — Fonction publique exclue.

